

# L'après-communisme : du sang, de la sueur et des larmes

Autor(en): **Favez, Jean-Claude**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Domaine public**

Band (Jahr): **29 (1992)**

Heft 1075

PDF erstellt am: **29.06.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-1021778>

## **Nutzungsbedingungen**

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

## **Haftungsausschluss**

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

L'APRÈS-COMMUNISME

# Du sang, de la sueur et des larmes

*Faut-il suspendre la démocratie pour faciliter le passage à l'économie de marché ?*

La sortie du communisme tourne au cauchemar dans les anciennes «démocraties populaires». Le coût social de la thérapie de choc appliquée à l'économie n'est-il pas en train d'enterrer les espoirs d'il y a deux ans ? Même si tout retour en arrière semble exclu, l'avenir des institutions démocratiques, elles-mêmes inachevées et bien fragiles, rencontre un pessimisme impressionnant.

Pour avoir oublié notre propre histoire, nous avons cru — et nous avons fait croire à ceux qui se libéraient du communisme — que l'économie de marché allait de pair avec le règne de la démocratie. Aujourd'hui certains économistes occidentaux n'hésitent pas à se demander si pour réussir la transition souhaitée, il ne faudrait pas recourir à un régime autoritaire, suspendre certains droits démocratiques comme le suffrage universel pour garantir à l'action de l'Etat stabilité, durée et cohérence. N'est-ce pas la leçon d'un Bismarck en Allemagne et, plus contemporaine, celle de Taiwan ou de la Corée du Sud ?

L'argument n'est pas neuf et il a largement servi dans les années soixante à propos du tiers monde. Mais les pays d'Europe centrale et orientale ne sont pas des Etats post-coloniaux. Certains ont connu la démocratie, tous ont une histoire plus longue que celle de leur formation étatique moderne. Leur niveau culturel est celui de nations industrialisées. Et c'est d'ailleurs bien pourquoi le communisme y a imposé, par une révolte contre l'Etat, partie des éléments de la société qui n'avaient pu être mis au pas, «gleichgestaltet» comme on disait dans le jargon du III<sup>e</sup> Reich.

Subordonner l'exercice des droits démocratiques aux exigences du rétablissement de l'économie, c'est prendre le problème à l'envers et, d'une certaine façon, se réclamer d'un matérialisme qu'on croyait à la racine de tous les maux apportés par le marxisme à l'humanité. C'est en tous cas chercher à imposer un modèle abstrait à des nations qui n'ont de chance de réussir leur modernisation qu'avec la participation active de leurs membres et dans le respect de leurs singularités. L'économie

de marché ne peut en effet ni établir, ni rétablir les institutions démocratiques, car livré à ses propres lois, le marché ne crée pas de lui-même les conditions d'une société juste et humaine. Il fournit tout au plus une apparence de légitimité à ce qui n'est que l'expression de la volonté du plus fort.

Contrairement à l'idée reçue, la priorité à l'Est est aujourd'hui politique et non économique. Les dérapages xénophobes et nationalistes, l'éparpillement des partis et l'instabilité institutionnelle qui menacent la transition démocratique sont la traduction politique du chômage, des inégalités sociales et de la corruption qui accompagnent la transformation de l'économie. La baisse du niveau de vie — dramatique dans de larges milieux de la population —

appelle une mobilisation civique et des mesures sociales et politiques. Seul un Etat sensible au coût humain de la modernisation — et non un monstre froid — peut espérer faire comprendre, convaincre et éduquer. Finalement les démocraties occidentales ont vaincu dans deux guerres mondiales des régimes considérés comme forts, en mobilisant la nation sans abandonner ni parlementarisme, ni pluralisme politique. La sortie du communisme est une sorte de guerre contre la misère et contre la démoralisation; elle sera gagnée par la démocratie ou elle ne le sera pas, quelque autoritaire ou fort que soit le régime de transition mis en place.

La voie de notre responsabilité est dès lors tracée. L'aide que nous devons apporter aux Etats d'Europe centrale et orientale n'est pas uniquement matérielle ou technique. Elle est aussi politique et elle commence par la défense chez nous de la démocratie et des droits de l'homme. C'est aussi notre façon de manifester notre solidarité et de participer au combat qui est le même à Varsovie, Sofia, Paris ou Madrid.

Jean-Claude Favez

## Dynamique des systèmes vivants

*(réd) A propos du nouvel article constitutionnel concernant le génie génétique et la procréation médicalement assistée, sur lequel nous aurons à nous prononcer le 17 mai, nous publions ci-dessous quelques précisions de Gabriel Bittar. Elles complètent son article paru la semaine dernière et intitulé «Vers le fichage génétique généralisé».*

● En matière de procréation assistée, seule la fécondation des ovules destinés à être immédiatement implantés serait autorisée. Remarquons en passant qu'il est inévitable que l'on congèle les œufs (ces «embryons» sont composés de deux cellules et mesurent 0,1 mm) plutôt que les ovules, dans la mesure où il est actuellement impossible de congeler sans dommage ces derniers. Sachant ceci, on peut constater que la limitation prévue laisserait quatre procédures possibles, toutes conduisant à des situations déplorables.

Ou bien l'on se passera dorénavant de suroovulation et l'on prélèvera un à un les ovules formés naturellement par la femme stérile ou malade désirant avoir un enfant, avec la conséquence que celle-ci devrait se soumettre pendant des années à des

dizaines d'opérations en clinique. Ou bien on lui transférera en une seule opération trois œufs (comme c'est déjà le cas actuellement), des suroovulations devant très probablement être répétées par la suite étant donné l'interdiction de féconder plus d'ovules que ceux destinés à être immédiatement implantés. Ou bien encore l'on procédera au transfert de tous les ovules fécondés obtenus par suroovulation. Dans ce dernier cas, si, comme cela est possible, plusieurs des embryons implantés ont réussi leur développement, il faudra soit prévoir des naissances multiples, soit procéder à des «réductions embryonnaires» (c'est-à-dire à des avortements multiples).

● Il convient de remarquer que, pour la première fois, les embryons se trouveraient cités nommément dans la Constitution.